

## / COMMUNIQUE DE PRESSE / COMMUNIQUE DE PRESSE /

CINQUIEME ENQUETE DE L'OBSERVATOIRE DE LA DEMOCRATIE DE PROXIMITE AMF-CEVIPOF/SCIENCESPO

### **Retour sur la crise sanitaire vécue dans les territoires**

Dans le cadre de l'Observatoire de la démocratie de proximité AMF – CEVIPOF et en partenariat exclusif avec *Le Figaro*, une enquête a été conduite auprès d'un échantillon représentatif de 10 105 Français pour comprendre la manière dont les Français ont vécu la crise sanitaire, comment ils ont pu apprécier le rôle de leur maire (et des équipes municipales), quels sont les ressorts de la confiance accordée aux édiles, et comment l'avenir des territoires peut s'engager de manière harmonieuse entre une aspiration au respect du principe d'égalité républicaine mais également à davantage d'efficacité publique.

#### **Voici les principaux enseignements :**

- Les 10 105 personnes interrogées par l'enquête AMF-CEVIPOF continuent d'exprimer un niveau de confiance élevé à l'endroit des maires (74 %), en progression de 3 points de pourcentage par rapport à 2019. Parmi les ressorts de cette confiance, l'honnêteté (64 %) et le respect des promesses (48 %) arrivent nettement en tête devant la connaissance des dossiers (34 %) et l'empathie (31 %).
- La crise sanitaire a révélé plusieurs opinions contrastant le rôle de l'exécutif et celui des maires pour faire face à la diffusion du virus. Ainsi, 70 % des Français jugent comme « justes » (c'est-à-dire ni insuffisantes, ni exagérées) les mesures prises par les maires pour lutter contre l'épidémie de COVID (contre 46 % pour le Président de la République). Elles ont été perçues comme « insuffisantes » et « exagérées » pour respectivement 21 % et 9 % des personnes interrogées. Sans doute ces résultats confirment le degré de centralisation dans la décision publique.
- Les résultats de notre enquête mettent en évidence une culture politique de la décentralisation à construire dans le débat public. Seul 1 Français sur 2 déclare connaître et comprendre ce qu'est le processus de décentralisation. De ce constat, il se dégage néanmoins une large majorité pour privilégier un modèle d'organisation politique où les décisions seraient prises au nom d'un principe d'efficacité justifiant une adaptation dans chaque territoire (75 %) contre un principe d'égalité territoriale (25 %).
- Les trois premiers motifs pour davantage de décentralisation sont : une meilleure adaptation aux réalités du territoire (35 %), des décisions plus proches des citoyens (34 %) et enfin des décisions plus rapides (33 %). Les trois premières raisons contre davantage de décentralisation sont : le risque d'inégalités territoriales (41 %), la crainte d'un manque de moyens pour certaines collectivités territoriales (30 %) et une augmentation des dépenses publiques (30 %).

- [Télécharger l'analyse complète de Martial Foucault, professeur à SciencesPo et directeur du CEVIPOF](#)
- [Télécharger les résultats de l'enquête](#)



# Retour sur la crise sanitaire vécue dans les territoires

**Analyse de Martial Foucault, professeur à Sciences Po et directeur du CEVIPOF**

En juillet 2019, lors de la première enquête auprès des Français sur leurs perceptions et représentations du rôle des équipes municipales, un fort besoin de « communalité » était apparu. Si le maire émergeait comme l'acteur politique incontournable au plan local, son rôle bien qu'indispensable n'apparaissait pas toujours clairement auprès des citoyens quant à son champ d'intervention. La crise sanitaire, qui a bousculé le déroulement des élections municipales de 2020, n'a pas apporté une meilleure clarification du rôle des maires : tributaires des Agences régionales de santé, ils ont dû répondre aux appels de leurs administrés sans pour autant se substituer à l'État et ses représentants dans leur champ de compétence.

L'épidémie causée par le coronavirus a modifié les rapports du contrat social sur le terrain des libertés, interrogé le degré de cohésion d'une société confinée de longues semaines et confirmé le civisme des Français. Elle a aussi mobilisé voire réquisitionné les équipes municipales pour suppléer un appareil d'État impréparé à l'ampleur du choc et aux nombreuses réponses d'intervention à concevoir. Si le maire est l'interlocuteur politique de proximité par excellence, celui qui fait vivre l'esprit décentralisateur de la démocratie, les Français n'ont jamais réellement eu l'occasion de débattre des enjeux de l'organisation politique et administrative du territoire depuis les lois de décentralisation de 1982. Or, la crise sanitaire a agi comme un puissant révélateur d'une centralisation excessive de la décision publique, une absence de culture politique de la décentralisation ou de la différenciation et une incapacité pour les citoyens à attribuer la responsabilité des décisions aux acteurs concernés.

Dans le cadre de l'Observatoire de la démocratie de proximité, à l'initiative et en partenariat avec l'AMF, le CEVIPOF a conduit une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 10 105 Français pour comprendre la manière dont les Français ont vécu la crise sanitaire, comment ils ont pu apprécier le rôle de leur maire (et des équipes municipales), quels sont les ressorts de la confiance accordée aux édiles, et comment l'avenir des territoires de vie peut s'engager de manière harmonieuse entre une aspiration au respect du principe d'égalité républicaine mais également à davantage d'efficacité publique.

## MÉTHODOLOGIE

L'enquête CEVIPOF-AMF a été construite à partir d'un questionnaire comprenant 46 questions.

L'administration de l'enquête a été confiée à IPSOS SOPRA-STERIA qui a interrogé 10 105 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Interrogés entre le 7 et le 11 juillet 2021, les répondants ont été retenus selon des critères de sexe, âge, profession de la personne de référence du foyer, région, et catégorie d'agglomération.

L'enquête comportait six volets ayant trait à la trajectoire personnelle des répondants vis-à-vis de leur commune, leurs perceptions du rôle de la commune, le rôle du maire et de son équipe municipale, l'appréciation des acteurs publics durant la crise sanitaire, la connaissance du processus de décentralisation et les attentes en la matière et, enfin, l'état d'esprit des habitants de ces territoires.